

La souveraineté économique du Maroc face aux dépendances extérieures : vulnérabilités structurelles, résilience et stratégies de renforcement de l'autonomie économique

Morocco's Economic Sovereignty under External Dependencies: Structural Vulnerabilities, Resilience and Strategies to Strengthen Economic Autonomy

Najat MAKRANE

Doctorante - Professeur d'Enseignement Secondaire Qualifiant

Ecole Nationale de Commerce et de Gestion (ENCG)

Université Mohamed Premier - Oujda

Laboratoire de Recherche en Management Territorial,

Intégré et Fonctionnel (LARMATIF) - Maroc

Date de soumission : 10/06/2024

Date d'acceptation : 22/07/2024

Pour citer cet article :

MAKRANE, N. (2024), « La souveraineté économique du Maroc face aux dépendances extérieures : vulnérabilités structurelles, résilience et stratégies de renforcement de l'autonomie économique », Revue Internationale du chercheur, Volume 5 : Numéro 3, pp : 40 - 58

Résumé

Cet article analyse la souveraineté économique du Maroc à travers ses dépendances extérieures, ses vulnérabilités structurelles et sa capacité de résilience face aux chocs internationaux. Fondée sur une analyse documentaire mobilisant les données de l'Office des Changes, de Bank Al-Maghrib, du HCP, du FMI et de la Banque mondiale, l'étude montre que le Maroc a renforcé sa résilience grâce à la diversification de ses exportations, au développement industriel, à l'accumulation de réserves et à la solidité des recettes de services et des transferts des MRE. Des vulnérabilités persistent toutefois dans les domaines énergétique, alimentaire et technologique, ainsi qu'en raison de l'exposition aux conditions financières internationales. L'article souligne ainsi que la souveraineté économique ne signifie pas l'autarcie, mais la capacité à diversifier les dépendances, sécuriser les secteurs stratégiques et préserver des marges de décision. Il préconise notamment de renforcer le contenu local, la souveraineté énergétique et hydrique, la montée en gamme technologique, la diversification des marchés et la gouvernance stratégique des investissements.

Mots-clés

Souveraineté économique ; dépendance extérieure ; résilience ; diversification ; politique industrielle ; Maroc ; chaînes de valeur ; sécurité énergétique.

Abstract

This article analyzes Morocco's economic sovereignty through the lens of external dependencies, structural vulnerabilities, and its capacity to withstand international shocks. Based on a documentary analysis drawing on data from the Moroccan Foreign Exchange Office, Bank Al-Maghrib, the High Commission for Planning, the International Monetary Fund, and the World Bank, the study shows that Morocco has strengthened its resilience through export diversification, industrial development, reserve accumulation, and the strength of services revenues and remittances from Moroccans living abroad. However, vulnerabilities persist in the energy, food, and technological sectors, as well as due to exposure to international financial conditions. The article therefore emphasizes that economic sovereignty does not imply autarky, but rather the ability to diversify dependencies, secure strategic sectors, and preserve room for policy action. It recommends, in particular, strengthening local content, energy and water sovereignty, technological upgrading, market diversification, and the strategic governance of investment.

Keywords

Economic sovereignty; external dependence; resilience; diversification; industrial policy; Morocco; value chains; energy security.

Introduction

La question de la souveraineté économique a retrouvé une place centrale dans l'analyse des politiques publiques depuis la succession de crises qui ont marqué l'économie mondiale au cours des dernières années. La pandémie de Covid-19, les tensions géopolitiques, les perturbations des chaînes logistiques, la volatilité des prix de l'énergie et des matières premières, ainsi que l'accélération de la compétition technologique ont montré qu'une forte intégration internationale peut produire simultanément des gains d'efficacité et des vulnérabilités. Dans ce contexte, la souveraineté économique ne peut plus être comprise comme la recherche d'une autosuffisance absolue. Elle renvoie davantage à la capacité d'un État à conserver des marges de décision, à sécuriser les fonctions économiques essentielles et à réduire l'exposition excessive à un fournisseur, un marché, une technologie ou une source de financement unique.

Le Maroc constitue un cas particulièrement intéressant. Son modèle de développement repose depuis plusieurs décennies sur une insertion croissante dans l'économie mondiale, l'attraction des investissements directs étrangers, la diversification progressive des exportations et l'intégration dans des chaînes de valeur, notamment dans l'automobile, l'aéronautique, l'agro-industrie et les phosphates. Cette stratégie a contribué à renforcer les capacités productives et exportatrices du pays. Les données de l'Office des Changes montrent ainsi que les exportations de marchandises devraient atteindre 454,98 milliards de dirhams en 2024, contre 430,21 milliards en 2023, tandis que les importations ont atteint 761,45 milliards de dirhams. Le déficit commercial s'est établi à 306,47 milliards de dirhams, soit une hausse de 7,3 % sur un an, et le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 60,1 % à 59,8 % (données de l'Office des Changes).

Ces chiffres ne doivent cependant pas être interprétés mécaniquement comme la preuve d'une absence de souveraineté économique. Une économie ouverte peut présenter un déficit commercial tout en disposant de mécanismes d'ajustement robustes. Dans le cas marocain, les excédents de services, notamment touristiques, les transferts des Marocains résidant à l'étranger, les investissements directs étrangers et la gestion des réserves contribuent à soutenir l'équilibre extérieur. Une analyse récente du secteur extérieur marocain souligne précisément que les déficits persistants de marchandises sont partiellement compensés par les services, les transferts et les flux d'investissement, ce qui contribue à la soutenabilité de la position extérieure.

La question scientifique est donc moins celle d'une indépendance totale que celle du degré de vulnérabilité résultant des dépendances extérieures et de la capacité à les absorber, les diversifier ou les transformer. Cette distinction est importante car certaines dépendances sont économiquement rationnelles : importer une énergie ou un composant lorsque sa production domestique serait inefficace peut accroître le bien-être et la compétitivité. La dépendance devient problématique lorsqu'elle porte sur un bien stratégique, lorsqu'elle est concentrée auprès d'un nombre réduit de fournisseurs ou lorsqu'un choc externe se transmet rapidement aux prix, à la production, aux finances publiques ou au pouvoir d'achat.

La problématique de cet article peut dès lors être formulée ainsi :

Dans quelle mesure les dépendances extérieures affectent-elles la souveraineté économique du Maroc et comment renforcer sa résilience ?

Pour répondre à cette problématique, l'article adopte une approche documentaire et analytique, fondée sur l'exploitation de données officielles récentes et d'une revue de la littérature académique. Cette démarche vise à appréhender la souveraineté économique dans sa dimension multidimensionnelle et à mettre en évidence les principaux mécanismes de politique économique susceptibles de renforcer la résilience et les marges de décision du Maroc face aux dépendances extérieures.

1. Cartographie des dépendances extérieures de l'économie marocaine

Les dépendances extérieures du Maroc revêtent plusieurs dimensions, allant de l'énergie et des ressources alimentaires et hydriques aux intrants industriels, aux échanges commerciaux, aux financements et aux technologies. Leur analyse permet d'identifier les principales vulnérabilités de l'économie marocaine et les leviers susceptibles de renforcer sa résilience.

1.1. La dépendance énergétique : la vulnérabilité la plus visible

La dépendance énergétique constitue l'un des points les plus sensibles de l'économie marocaine. Le pays reste importateur net d'une grande partie de ses besoins énergétiques, ce qui expose les coûts de production, la balance commerciale et les prix intérieurs aux variations des cours internationaux. Selon l'Office des Changes, les importations de produits énergétiques devraient atteindre 113,83 milliards de dirhams en 2024, contre 122,00 milliards en 2023 et 153,19 milliards en 2022. Les gas-oils et fuel-oils représentaient à eux seuls 57,01 milliards de dirhams en 2024, soit environ la moitié de la facture énergétique. Cette évolution illustre à la

fois une baisse de la facture par rapport au pic de 2022 et la persistance d'une exposition structurelle.

La dépendance énergétique doit néanmoins être examinée conjointement avec la stratégie de transition. Les investissements dans le solaire et l'éolien, ainsi que le développement de nouvelles capacités électriques, peuvent réduire à moyen terme l'exposition aux combustibles importés. Le bénéfice en matière de souveraineté n'est pas seulement financier. Il concerne également la prévisibilité des coûts, la sécurité de l'approvisionnement et la capacité à développer une industrie nationale autour des équipements, de la maintenance, du stockage et des services énergétiques. La transition énergétique peut ainsi être conçue comme une politique industrielle autant qu'une politique environnementale. (Banque mondiale, 2022).

L'enjeu est cependant de ne pas remplacer une dépendance par une autre. Une transition fondée sur l'importation massive de panneaux, de batteries, de composants électriques ou de technologies de stockage sans développement de compétences locales peut déplacer la dépendance des combustibles fossiles vers les technologies bas carbone. La souveraineté énergétique exige donc une approche fondée sur l'ensemble de la chaîne de valeur : production d'énergie renouvelable, réseaux, stockage, maintenance, ingénierie, recherche et développement, ainsi que développement des capacités industrielles locales (Oudda et al., 2020).

1.2. Dépendance alimentaire, eau et vulnérabilité climatique

La sécurité alimentaire constitue une deuxième dimension de la souveraineté économique. Le Maroc dispose d'une agriculture diversifiée et d'une capacité exportatrice significative dans plusieurs filières, mais il demeure exposé aux importations de céréales et à la variabilité climatique. Cette situation est renforcée par la succession de périodes de sécheresse, qui affecte simultanément l'offre agricole, l'emploi rural, les revenus des ménages et les besoins d'importation (Oudda et al., 2020). La vulnérabilité alimentaire est donc étroitement liée à la vulnérabilité hydrique.

L'analyse de la souveraineté alimentaire ne devrait pas se limiter à la production nationale. La question stratégique porte sur la capacité à sécuriser l'accès à des calories, protéines et intrants essentiels à un coût soutenable, même lorsque les récoltes domestiques sont insuffisantes. Les importations peuvent alors constituer un instrument de sécurité alimentaire plutôt qu'un signe de dépendance excessive. La véritable vulnérabilité apparaît lorsque la combinaison d'un choc

climatique interne et d'un choc de prix externe réduit simultanément la disponibilité et l'accessibilité des produits. (FAO, 2023 ; Banque mondiale, 2022)

Dans cette perspective, la politique de l'eau devient une composante de la souveraineté économique. Les investissements dans le dessalement, la réutilisation des eaux usées, la modernisation de l'irrigation et la gestion de la demande doivent être évalués non seulement selon leur coût budgétaire, mais aussi selon leur capacité à réduire le risque macroéconomique futur. La résilience alimentaire est ainsi indissociable de la résilience hydrique et climatique (Banque mondiale, 2022).

1.3. Dépendance industrielle et chaînes de valeur

L'industrialisation marocaine constitue en même temps un facteur de souveraineté et une source d'interdépendance. Le développement de l'automobile, de l'aéronautique, de l'électronique et des phosphates a accru la capacité exportatrice du pays, mais les chaînes de valeur mondiales impliquent l'importation de composants, de machines, de matières premières et de services. Une hausse des importations intermédiaires n'est donc pas nécessairement négative : elle peut refléter une insertion productive réussie. Le véritable indicateur de souveraineté industrielle est la capacité à augmenter progressivement la valeur ajoutée locale et la maîtrise des segments critiques (AIE, 2023).

Ainsi, l'automobile est aujourd'hui le cas le plus significatif de montée en puissance industrielle. Ce secteur a généré près de 196 milliards de dirhams de chiffre d'affaires et plus de 250 000 emplois directs, devenant le premier secteur exportateur du Maroc. Les données de l'Office des Changes montrent aussi que les exportations automobiles ont atteint 145,935 milliards de dirhams, contre 136,774 milliards un an auparavant, soit une progression de 6,7%. Cette performance repose notamment sur le câblage, la construction automobile et les équipements intérieurs. Le développement de cette filière illustre donc une intégration croissante du Maroc dans les chaînes de valeur mondiales, même si cette intégration implique également une dépendance à certains composants, technologies et donneurs d'ordre internationaux (Ritahi et Echaoui, 2022).

La filière aéronautique marocaine a également poursuivi sa progression en 2023. À fin décembre, les exportations du secteur ont atteint 21,858 milliards de dirhams, contre 21,355 milliards de dirhams en 2022, enregistrant ainsi une hausse de 2,4 %. Cette évolution intervient

dans un contexte de consolidation progressive de l'écosystème aéronautique marocain et de renforcement de son intégration dans les chaînes de valeur internationales.

La dynamique du secteur repose notamment sur le développement des activités liées aux systèmes de câblage électrique (EWIS), dont les exportations sont passées de 6,713 milliards de dirhams en 2022 à 7,809 milliards en 2023, soit une progression de 16,3 %. En revanche, les exportations liées à l'assemblage ont enregistré un recul de 4,0 %, passant de 14,541 milliards à 13,957 milliards de dirhams.

Les travaux récents sur le commerce extérieur marocain montrent une diversification progressive des produits exportés. Une analyse publiée dans l'Oxford Handbook of the Moroccan Economy relève que le nombre de produits exportés par le Maroc est passé de 197 en 1995 à 231 en 2023, tandis que l'indice de diversification s'est amélioré. Cette évolution suggère une réduction graduelle de la dépendance à un nombre limité de produits, même si elle ne signifie pas que la structure productive soit devenue totalement autonome.

Le défi est désormais celui de la montée en gamme. L'intégration dans une chaîne mondiale n'améliore durablement la souveraineté productive que si elle favorise l'apprentissage, les compétences, la recherche, la certification et l'émergence de fournisseurs nationaux. L'objectif pertinent n'est donc pas de produire tous les composants au Maroc, mais d'identifier les segments où une maîtrise locale présente une valeur stratégique et un avantage économique durable. (Hidalgo et Hausmann, 2009 ; Hausmann et al., 2011)

1.4. Dépendance commerciale, financière et technologique

La structure des échanges extérieurs révèle le degré élevé d'ouverture de l'économie marocaine. En 2023, les importations de marchandises ont progressé de 10,2%, tandis que les exportations ont enregistré une hausse de 0,2%, entraînant une aggravation du déficit commercial. Cette évolution traduit notamment la persistance d'une forte dépendance de l'économie nationale à l'égard des importations de produits énergétiques, de biens d'équipement et de certains intrants industriels.

La situation extérieure bénéficie toutefois du rôle croissant des activités de services. En 2023, la balance des services a dégagé un excédent de 132,6 milliards de dirhams, contre 117,1 milliards de dirhams en 2022. Par ailleurs, les recettes de voyages ont atteint 104,7 milliards de dirhams, enregistrant une progression significative par rapport à l'année précédente. Ces

performances illustrent l'importance croissante du tourisme et, plus largement, des exportations de services dans le soutien de l'équilibre extérieur du Royaume.

Cette diversification des sources de devises est un avantage, mais elle comporte également des risques. Le tourisme reste sensible aux cycles économiques internationaux, aux conditions géopolitiques et aux chocs sanitaires ; les transferts des MRE dépendent de la situation économique des pays d'accueil ; les IDE sont sensibles aux conditions financières et à la confiance des investisseurs. La souveraineté financière consiste donc moins à réduire les flux extérieurs qu'à éviter qu'une seule source de financement ou de devises ne devienne indispensable (AZIRAR et al., 2022).

La dimension technologique devient centrale. La dépendance numérique ne se mesure pas seulement à la valeur des importations de matériel informatique. Elle concerne les logiciels, les infrastructures cloud¹, les composants électroniques, les compétences, la cybersécurité et la maîtrise des données. Une économie peut être industrialisée tout en restant dépendante sur les technologies critiques. Le développement de capacités nationales de recherche, de formation et de cybersécurité doit donc être considéré comme un investissement de souveraineté.

2. Résilience de l'économie marocaine face aux chocs extérieurs

La résilience de l'économie marocaine repose sur sa capacité à absorber les chocs extérieurs, à en limiter les effets et à rétablir progressivement ses équilibres. Cette capacité s'appuie sur plusieurs facteurs complémentaires : la solidité des amortisseurs macroéconomiques, la diversification des activités et des sources de revenus, ainsi que le rôle des institutions et de l'investissement public dans l'adaptation aux crises. L'analyse de ces dimensions permet ainsi de mieux comprendre les mécanismes qui soutiennent la résilience de l'économie marocaine face aux vulnérabilités extérieures (Ritahi et Echaoui, 2022).

¹ Les infrastructures cloud désignent l'ensemble des équipements et services informatiques qui permettent de stocker, traiter et accéder à des données et des applications à distance via Internet, sans que l'utilisateur ait besoin de posséder directement les serveurs.

2.1. Les amortisseurs macroéconomiques

La résilience marocaine s'est manifestée lors de plusieurs chocs récents. La Banque mondiale souligne que le pays a traversé la pandémie, une longue période de sécheresse, une forte inflation importée liée aux matières premières et le séisme de 2023 tout en conservant un cadre macroéconomique relativement robuste. La croissance réelle de l'économie marocaine s'est établie à 3,4 % en 2023, après 1,5 % en 2022, traduisant une reprise progressive de l'activité économique malgré un environnement international marqué par des tensions inflationnistes et des conditions financières plus restrictives. Parallèlement, l'inflation a atteint 6,1 % en moyenne annuelle, sous l'effet notamment de la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques. Le compte courant est demeuré déficitaire, à hauteur d'environ 0,6 % du PIB en 2023, dans un contexte marqué par la persistance du déficit des échanges de marchandises, partiellement compensé par les recettes de services, notamment celles issues du tourisme et des transferts des Marocains résidant à l'étranger.

Ces résultats indiquent une capacité d'absorption importante. La politique monétaire, la flexibilité budgétaire, les transferts sociaux, les recettes de services et l'accès au financement international ont permis de réduire la transmission immédiate de certains chocs. Le FMI souligne également la solidité de la position extérieure, avec des réserves brutes autour de cinq mois d'importations dans ses projections et une capacité d'accès aux marchés internationaux. Cette situation ne supprime pas les vulnérabilités, mais elle augmente le temps disponible pour ajuster les politiques publiques (Saadani et Jamil, 2022).

La résilience doit cependant être évaluée sur plusieurs horizons. À court terme, les réserves et les financements extérieurs amortissent les chocs. À moyen terme, la diversification productive réduit la probabilité qu'un choc sectoriel devienne macroéconomique. À long terme, l'innovation, le capital humain et la qualité institutionnelle déterminent la capacité à changer de trajectoire. Une stratégie de souveraineté efficace doit donc combiner instruments conjoncturels et transformation structurelle (El Hamidi et Karboub, 2023).

2.2. Le rôle de la diversification

La diversification constitue le mécanisme le plus important de résilience. Un pays dépendant d'un seul produit d'exportation ou d'un seul marché est fortement exposé à un choc sectoriel. À l'inverse, la diversification permet de compenser une baisse de demande dans une activité par une hausse dans une autre. Le Maroc a progressivement élargi son portefeuille exportateur,

notamment avec l'automobile, l'aéronautique, les produits électriques et électroniques, l'agro-industrie et les dérivés des phosphates. Cette transformation réduit une partie des vulnérabilités historiques associées à une structure exportatrice moins diversifiée (Berrichi et Ameyoud, 2022).

Cependant, la diversification géographique et la diversification technologique doivent progresser simultanément. Exporter plusieurs produits vers un même marché réduit moins la vulnérabilité que diversifier à la fois les produits et les destinations. De même, produire davantage de véhicules ou de composants électroniques n'améliore pleinement l'autonomie productive que si une part croissante des compétences, de l'ingénierie et des intrants stratégiques est maîtrisée localement.

La stratégie industrielle doit donc intégrer un indicateur de contenu local et de profondeur des chaînes de valeur. L'enjeu est de mesurer non seulement la valeur brute des exportations, mais aussi la valeur ajoutée domestique, la densité du tissu de fournisseurs, les dépenses de R&D et les compétences transférées. Cette approche rejoint la littérature sur la complexité économique, qui insiste sur l'importance des capacités productives sous-jacentes à la diversification des produits (Talbi et Bensbahou (2021).

2.3. Institutions, investissement public et résilience

Les institutions jouent un rôle transversal dans la résilience. Une stratégie de souveraineté nécessite de coordonner les politiques commerciales, industrielles, énergétiques, agricoles, hydriques, numériques et financières (El Madi et Batti, 2022). Le risque principal est celui d'une juxtaposition de programmes qui mobilisent des ressources importantes sans produire une véritable réduction des vulnérabilités. La qualité de la gouvernance des investissements devient alors déterminante.

Une contribution récente consacrée au Maroc montre que l'investissement public peut agir comme levier de souveraineté économique lorsque sa planification est territorialisée, coordonnée et évaluée selon les résultats. L'étude souligne cependant des limites liées à la centralisation décisionnelle, à la fragmentation institutionnelle et aux insuffisances du suivi-évaluation (AZIRAR et al., 2022). Cette conclusion est particulièrement pertinente pour les politiques de souveraineté : une infrastructure n'est un actif stratégique que si elle réduit effectivement un risque, améliore la productivité ou augmente la capacité d'adaptation.

La gouvernance doit également intégrer une logique d'évaluation ex ante des dépendances. Avant de soutenir une filière, l'État devrait pouvoir mesurer son exposition aux importations critiques, sa concentration géographique, sa sensibilité aux prix mondiaux et ses possibilités de substitution (Talbi et Bensbahou, 2021). La souveraineté économique devient alors une politique de gestion des risques plutôt qu'une simple politique de promotion sectorielle.

3. Stratégies de renforcement de la souveraineté économique du Maroc

Cette partie examine successivement les principaux mécanismes permettant d'apprécier cette dimension de la souveraineté économique. L'objectif est de passer d'une lecture générale du phénomène à une analyse appliquée au cas marocain.

3.1. Diversification et ouverture économique

La première stratégie consiste à diversifier les dépendances plutôt qu'à chercher une substitution généralisée (Fasly et Wakach, 2021). La diversification des fournisseurs réduit le risque de rupture, tandis que la diversification des marchés d'exportation limite la dépendance à un partenaire. Cette logique est particulièrement importante dans un contexte de fragmentation géopolitique et de multiplication des restrictions commerciales. La politique commerciale marocaine peut ainsi viser une architecture de partenariats suffisamment large pour préserver des alternatives.

Cette stratégie doit rester compatible avec les avantages comparatifs. Une politique de substitution des importations appliquée indistinctement pourrait augmenter les coûts et réduire la compétitivité des entreprises exportatrices. L'objectif doit être de produire localement lorsque trois conditions sont réunies : le produit est stratégique, les capacités nationales peuvent atteindre une compétitivité raisonnable et la production locale génère des externalités technologiques ou industrielles (Haddouch et al., 2022). Dans les autres cas, la diversification des sources d'approvisionnement est souvent plus efficiente.

3.2. Renforcer le contenu local et la capacité technologique

La deuxième stratégie consiste à renforcer le contenu local et la capacité technologique de l'économie marocaine. L'enjeu n'est pas seulement d'attirer des investissements étrangers ou d'accroître les capacités de production, mais de faire en sorte que ces investissements génèrent davantage de valeur ajoutée au sein de l'économie nationale (Jaafari et Zenasni, 2021). Les grands projets industriels, énergétiques et infrastructurels devraient ainsi être évalués selon leur

capacité à favoriser l'émergence de fournisseurs nationaux, à développer les compétences locales, à stimuler la recherche-développement et à faciliter le transfert de technologies.

Cette orientation est particulièrement importante dans les secteurs fortement intégrés aux chaînes de valeur mondiales, où une partie de la valeur créée reste liée à des technologies, composants et savoir-faire importés.

Dans cette perspective, le contenu local ne devrait pas être défini uniquement comme une proportion de biens ou de services produits au Maroc. Il devrait également être apprécié à travers la productivité, la qualité, l'innovation, la qualification de la main-d'œuvre et la capacité des entreprises nationales à accéder aux segments à plus forte valeur ajoutée. L'OCDE souligne que, malgré l'intégration réussie du Maroc dans plusieurs chaînes de valeur, notamment dans l'automobile, les liens entre les multinationales et les entreprises locales pourraient être renforcés afin de favoriser davantage les transferts de technologie et de connaissances. Elle relève également que les entreprises marocaines restent encore concentrées sur certaines activités à relativement faible valeur ajoutée et que leur montée en gamme constitue un enjeu important (Lam'hammdi et Makhtari, 2020).

La politique technologique doit parallèlement cibler les dépendances critiques, notamment dans les composants électroniques, les logiciels, la cybersécurité, les équipements électriques, les technologies de stockage et les systèmes de gestion des données. Le développement d'écosystèmes associant entreprises, universités et centres de recherche apparaît ainsi essentiel pour renforcer les capacités d'absorption technologique. La souveraineté technologique ne signifie pas nécessairement produire localement l'ensemble des technologies, mais disposer des compétences nécessaires pour les comprendre, les adapter, les maintenir et progressivement les améliorer.

Une telle orientation nécessite enfin un financement de long terme et une meilleure articulation entre recherche publique et secteur productif. Les dispositifs de soutien devraient privilégier les projets susceptibles d'accroître la productivité, l'innovation et les capacités d'apprentissage des entreprises, notamment des PME. L'objectif est ainsi de faire de l'investissement étranger et de l'intégration aux chaînes de valeur mondiales des leviers de développement des capacités nationales, plutôt que de simples sources de production et d'exportation. Cette approche permettrait au Maroc de renforcer simultanément son contenu local, sa capacité technologique et sa résilience face aux dépendances extérieures (CNUCED, 2023).

3.3. Accélérer la souveraineté énergétique, hydrique et alimentaire

La troisième stratégie concerne les fonctions essentielles à la sécurité économique du Maroc : l'énergie, l'eau et l'alimentation. Dans le domaine énergétique, l'objectif est de réduire progressivement la dépendance aux combustibles importés tout en développant les énergies renouvelables et les capacités nationales dans les réseaux, le stockage, la maintenance et les technologies associées. Le Maroc reste fortement dépendant des importations de pétrole, de gaz et de charbon pour satisfaire ses besoins énergétiques, ce qui expose son économie aux fluctuations des prix internationaux. Dans le même temps, les énergies renouvelables prennent une place croissante dans la production électrique. Selon la Banque mondiale (2022), les énergies renouvelables hors hydroélectricité représentaient 16,5% de la production d'électricité en 2021. La poursuite de cette transition peut donc réduire la facture énergétique et renforcer la sécurité d'approvisionnement, à condition qu'elle s'accompagne d'un développement des compétences et des capacités industrielles nationales (Messaoudi et Lmoussaoui, 2021).

La question hydrique apparaît encore plus sensible. Le Maroc connaît une diminution importante de ses ressources en eau renouvelables et une aggravation des tensions liées aux sécheresses. Selon la Banque mondiale, la disponibilité annuelle d'eau renouvelable est passée d'environ 2 560 m³ par habitant en 1960 à seulement 620 m³ en 2020, plaçant le pays dans une situation de stress hydrique structurel. Cette situation montre que la souveraineté hydrique ne peut reposer uniquement sur la construction de barrages ou la mobilisation de nouvelles ressources. Elle doit également intégrer la maîtrise de la demande, l'amélioration de l'efficacité de l'irrigation, le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation des eaux usées. La Banque mondiale souligne notamment l'importance du dessalement et de la réutilisation des eaux traitées pour compléter les ressources conventionnelles ; un programme soutenu par l'institution vise ainsi à rendre 52 millions de m³ d'eaux usées traitées disponibles pour la réutilisation (Berrichi et Ameyoud, 2022).

La souveraineté alimentaire doit, elle aussi, être pensée en lien avec la contrainte hydrique et climatique. L'agriculture représente environ 16% du PIB et 19% des exportations marocaines en 2023, tout en fournissant une part importante des emplois, ce qui explique son importance stratégique. Toutefois, les sécheresses répétées affectent particulièrement les cultures pluviales, notamment les céréales. Dans ce contexte, l'objectif ne devrait pas être de rechercher une autosuffisance généralisée, mais de renforcer la productivité agricole, de privilégier les cultures adaptées aux conditions hydriques, d'améliorer l'efficacité de l'irrigation et de sécuriser les

importations pour les produits dont la production nationale serait trop coûteuse ou trop consommatrice d'eau. La Banque mondiale souligne ainsi l'importance d'une agriculture plus résiliente au climat, fondée notamment sur une meilleure gestion de l'eau et des sols (Banque mondiale, 2023).

Ces trois dimensions sont étroitement liées. Une politique énergétique qui développe massivement certaines activités industrielles peut accroître les besoins en eau ; inversement, le dessalement ou le traitement de l'eau nécessitent des quantités importantes d'énergie. De même, les choix agricoles ont des conséquences directes sur les ressources hydriques et les importations alimentaires. La souveraineté économique doit donc être pensée de manière intersectorielle, en évaluant chaque investissement stratégique selon ses effets sur les ressources énergétiques, hydriques, alimentaires, budgétaires et technologiques. Cette approche permettrait d'éviter de déplacer une vulnérabilité d'un secteur vers un autre.

Enfin, la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique peuvent constituer de véritables leviers d'investissement productif. Le Maroc dispose déjà d'une base industrielle dans plusieurs secteurs et poursuit le développement des énergies renouvelables, du dessalement, de l'efficacité énergétique et des nouvelles chaînes de valeur vertes. L'enjeu sera donc de veiller à ce qu'une part croissante de la valeur créée par ces transformations soit captée par les entreprises marocaines, les centres de recherche et les compétences nationales. La souveraineté énergétique, hydrique et alimentaire ne se réduit ainsi pas à la sécurisation des approvisionnements : elle implique également de développer les capacités nationales nécessaires pour produire, gérer, maintenir et innover dans ces secteurs stratégiques.

Conclusion

La souveraineté économique du Maroc ne peut être réduite à la diminution mécanique des importations ou à la recherche d'une autosuffisance générale. L'analyse montre qu'elle doit être pensée comme une capacité à conserver des marges de décision dans une économie ouverte, à sécuriser les fonctions critiques, à diversifier les dépendances et à absorber les chocs. Le Maroc dispose aujourd'hui de plusieurs atouts : diversification progressive des exportations, développement de filières industrielles compétitives, excédents de services, transferts des MRE, investissements étrangers, infrastructures logistiques et cadre macroéconomique relativement robuste. Ces facteurs expliquent une part importante de sa résilience récente.

Les vulnérabilités demeurent néanmoins significatives. La dépendance énergétique, l'exposition climatique et hydrique, certaines importations alimentaires et industrielles, les dépendances technologiques et la concentration de certains partenaires constituent des risques structurels. Le principal défi n'est donc pas de supprimer l'interdépendance, mais de la rendre plus équilibrée et réversible. La stratégie de souveraineté devrait reposer sur cinq priorités : diversification des fournisseurs et des marchés, renforcement du contenu local, montée en gamme technologique, sécurisation énergétique-hydrique-alimentaire et gouvernance stratégique des investissements.

La contribution essentielle de cette réflexion est de proposer une conception dynamique de la souveraineté. Une économie est souveraine non lorsqu'elle n'a besoin de personne, mais lorsqu'elle dispose d'options crédibles. La diversification, les capacités productives, le capital humain, les institutions et les réserves financières créent précisément ces options. Pour le Maroc, la souveraineté économique apparaît ainsi moins comme un projet de fermeture que comme un projet de transformation productive et de gestion intelligente des interdépendances.

À moyen et long terme, l'enjeu sera de convertir les investissements dans l'industrie, l'énergie, l'eau, le numérique et la logistique en capacités nationales durables. La réussite de cette transformation dépendra de la qualité de la gouvernance, de l'efficacité de la dépense publique, de la capacité d'innovation des entreprises et de la formation du capital humain. Les recherches futures gagneraient à quantifier la vulnérabilité extérieure par secteur, à mesurer la valeur ajoutée domestique des exportations et à estimer les effets macroéconomiques des différents scénarios de diversification. Une telle approche permettrait de passer d'un discours général sur la souveraineté à une politique mesurable, hiérarchisée et évaluée.

Annexe 1. Grille multidimensionnelle d'analyse de la souveraineté économique du Maroc

Dimension	Indicateurs proposés	Principal risque	Levier de résilience
Énergie	Importations énergétiques / consommation ; facture énergétique	Volatilité des prix et rupture d'approvisionnement	Renouvelables, stockage, efficacité, diversification
Alimentation et eau ²	Importations céréalières ; stress hydrique ; rendement	Sécheresse + hausse des prix mondiaux	Dessalement, irrigation efficiente, diversification
Industrie ³	Contenu local ; importations intermédiaires ; valeur ajoutée	Rupture de composants critiques	Fournisseurs locaux, stocks stratégiques, diversification
Technologie	Dépendance aux équipements, logiciels, données et compétences	Obsolescence, cyber-risque, dépendance technologique	R&D, formation, cybersécurité, transfert technologique
Commerce	Concentration des fournisseurs et débouchés	Choc géopolitique ou commercial	Diversification géographique et produits
Finance	Dette extérieure ; IDE ; réserves ; recettes en devises	Durcissement des conditions financières	Réserves, diversification des financements, crédibilité macroéconomique

Source : Tableau confectionné par l'auteur

² Élaboration de l'auteur à partir de la littérature sur les vulnérabilités extérieures et des données institutionnelles marocaines.

³ La criticité industrielle dépend à la fois du contenu importé, de la profondeur des chaînes de valeur et de la capacité de substitution des fournisseurs.

Bibliographie

AIE (2023), *Global Critical Minerals Outlook 2024*, Paris : Agence internationale de l'énergie.

AZIRAR, Ahmed, KORTBI, Aicha et MOHAMMADI, Ahlam (2022), « Industrie agroalimentaire : le Maroc, futur champion régional ? », *Policy Paper*, Institut Marocain d'Intelligence Stratégique.

BANQUE AL-MAGHRIB (2023), *Rapport annuel 2023*, Rabat.

BANQUE MONDIALE (2022), *Morocco Country Climate and Development Report*, Washington, DC : World Bank.

BANQUE MONDIALE (2022), *Moroccan Economy Slows in Wake of Drought and Commodity Price Rises*, Washington, DC : World Bank.

BANQUE MONDIALE (2023), *New World Bank Program in Morocco Supports Efforts to Boost Water Security and Resilience for All*, Washington, DC : World Bank.

BERRICHI, Abdelouahed et AMEYOUN, Mounir (2022), « La résilience des chaînes de valeur à l'ère du coronavirus », *Revue Française d'Économie et de Gestion*, Vol. 3, n° 5.

CNUCED (2023), *Twin Transition for Global Value Chains: Green and Digital*, UNCTAD Policy Brief, n° 111, Geneva : United Nations Conference on Trade and Development.

DGSSI (2023), *Stratégie Nationale de Cybersécurité à l'horizon 2030*, Direction Générale de la Sécurité des Systèmes d'Information, Royaume du Maroc.

EL HAMIDI, Nabil et KARBOUB, Youssef (2023), « The impact of institutional quality on Morocco's macroeconomic resilience to external shocks », *International Journal of Economic Studies and Management*, Vol. 3, n° 3, pp. 766-779.

EL MADI, Lahsen et BATTI, Tarik (2022), « La contribution de l'engagement dans la RSE à la résilience organisationnelle dans le contexte de la pandémie de Covid-19 : le cas des entreprises marocaines labellisées par la CGEM », *Revue Française d'Économie et de Gestion*, Vol. 3, n° 11.

FAO (2023), *The State of Food Security and Nutrition in the World 2023: Urbanization, Agrifood Systems Transformation and Healthy Diets across the Rural–Urban Continuum*, Rome : Food and Agriculture Organization of the United Nations.

FASLY, Hakima et WAKACH, Sara (2021), « Impact de la crise du Coronavirus sur l'économie informelle et sur les dépenses de consommation des ménages au Maroc », *Revue Internationale du Chercheur*, Vol. 2, n° 1.

HADDOUCH, Hajar, FATH, Khadija, EL OUMAMI, Mohamed et BEIDOURI, Zitouni (2022), « Exploratory Qualitative Study of the Supply Chain Management Practices in the Moroccan Companies », *Management Systems in Production Engineering*, Vol. 30, n° 1, pp. 1-8. DOI : 10.2478/mspe-2022-0001.

HAUSMANN, Ricardo et HIDALGO, César A. (2011), « The network structure of economic output », *Journal of Economic Growth*, Vol. 16, pp. 309-342.

HIDALGO, César A. et HAUSMANN, Ricardo (2009), « The building blocks of economic complexity », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, Vol. 106, n° 26, pp. 10570-10575.

JAAFARI, Islam et ZENASNI, Mourad (2021), « Participation du Maroc aux chaînes de valeur mondiales et implications sur le commerce extérieur », *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, Vol. 2, n° 1, pp. 362-377.

LAM'HAMMDI, Hicham et MAKHTARI, Mohammed (2020), « L'intégration du Maroc dans les chaînes de valeur mondiales : le cas du secteur aéronautique », *Alternatives Managériales Économiques*, Vol. 2, n° 1. DOI : 10.48374/IMIST.PRSM/ame-v2i1.19452.

MESSAOUDI, Abdelaziz et LMOUSSAOUI, Khadija (2021), « La résilience des PME marocaines à l'ère de la pandémie : défis et perspectives », *Revue Internationale des Sciences de Gestion*.

OFFICE DES CHANGES (2023), *Indicateurs mensuels des échanges extérieurs du Maroc – année 2023*, Rabat.

OFFICE DES CHANGES (2023), *Rapport annuel du commerce extérieur du Maroc 2023*, Rabat.

OUDDA, Yousra, ASSAD IDRISSE, Maha et BENNIS, Laila (2020), « Les retombées de la crise sanitaire Covid-19 sur l'économie marocaine », *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, Vol. 4, n° 2.

RITAH, Oussama et ECHAOUI, Abdellah (2022), « Modélisation de l'impact des chocs externes sur l'économie marocaine », *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, Vol. 3, n° 6-2, pp. 219-230.

SAADANI, Rachid et JAMIL, Abdelmajid (2022), « A New Approach to Energy Transition in Morocco for Low Carbon and Sustainable Industry (Case of Textile Sector) », *Energies*, Vol. 15, n° 10, article 3693. DOI : 10.3390/en15103693.

TALBI, Abdelghani et BENSBAHOU, Aziz (2021), « Ajustement de la balance des paiements marocaine face aux chocs extérieurs : cas de la pandémie coronavirus Covid-19 », *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, Vol. 2, n° 6-1, pp. 354-378.

THE WORLD BANK (2023), *Morocco Economic Update: Cementing Growth – Digital Transformation as a Productivity Impulse*, Washington, D.C.